

Entretien avec le cartographe, Rouben Galichian



L'accord de cessez-le-feu du 10 novembre qui a mis fin à la guerre du Karabagh a créé des « zones grises » entre l'Azerbaïdjan et le Karabagh, et entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, faute d'une démarcation claire des frontières post-soviétiques. Pour mieux comprendre la question des frontières contestées, Arthur Aghabekian du site « Aratchin Leratvakan » (www.lin.am) a rencontré Rouben Galichian, cartographe et auteur de nombreux livres sur la géographie de l'Arménie et du Caucase. Nous reproduisons ici l'entretien en version française.

Aratchin Leratvakan - Quelles sont les cartes qui permettent de déterminer le tracé de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ?

Rouben Galichian - La dispute autour du tracé des frontières a commencé en 1918 lorsque l'Arménie est devenue indépendante et qu'a été fondée la République d'Azerbaïdjan. Les deux pays revendiquaient tous deux la région du Haut-Karabagh. Lorsque les deux républiques sont devenues communistes en 1920, le gouvernement de l'Azerbaïdjan a annoncé le 30 novembre que la question des « régions problématiques »

était réglée et qu'en conséquence, le Haut-Karabagh et le Nakhitchevan faisaient désormais partie de son territoire. Et six mois plus tard, Staline s'est rendu dans la Caucase et a validé la décision de l'Azerbaïdjan.

Dans les années 1920, la République d'Azerbaïdjan tentait de toutes les manières d'occuper des portions du territoire de l'Arménie et de se les approprier. Si l'on regarde la carte sur l'Arménie dans la « Grande Encyclopédie soviétique » de 1926 (1), on voit que la République d'Arménie et la République du Haut-Karabagh ne sont séparées que par la rivière Aghavno. Quant aux communes de David Bek, de Chournoukh et à la ville de Kapan, elles sont toutes à plus de dix kilomètres des frontières de l'Azerbaïdjan. Les deux cartes suivantes montrent la région du Sunik en 1928 et en 1938 (2). On voit qu'en l'espace de dix ans, un grand nombre de régions sont passées à l'Azerbaïdjan. La réalité, c'est qu'au moment où l'Azerbaïdjan s'est accaparé ces territoires, nos autorités n'y ont pas accordé d'importance. Rappelons qu'en vertu de l'idéologie soviétique, l'Arménie et l'Azerbaïdjan étaient des républiques « sœurs ». Cependant, l'Azerbaïdjan en a tout de même profité pour prendre ces territoires de manière illégale.

A. L. - Les outils modernes de cartographie comme le GPS peuvent-ils aider à déterminer le tracé des frontières ?

R. G. - Les cartes GPS actuelles ne font que reproduire les frontières tracées par la main de l'homme. Elles ne présentent aucune preuve qu'une frontière donnée a été correctement tracée ou pas. Je tiens ici à rappeler que lorsque l'Assemblée nationale a validé en 2010 la carte des frontières séparant l'Arménie du Haut-Karabagh, personne n'a songé qu'à l'avenir, notre voisin pourrait ne plus être le Haut-Karabagh, mais l'Azerbaïdjan. Nous aurions dû aborder cette question territoriale avec beaucoup plus de prudence. Le tracé que l'Assemblée nationale a validé est le même que celui de 1938, avec tous les territoires que l'Azerbaïdjan s'est accaparé.

A. L. - A l'heure actuelle, est-ce que les cartes de la République d'Arménie de la République d'Azerbaïdjan sont les mêmes ?

R. G. - À l'époque soviétique, les cartes de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan étaient les mêmes, même celles de 1926, avant que l'Azerbaïdjan ne s'accapare illégalement tous ces territoires. Cependant, dire qu'elles sont les mêmes ne signifie pas pour autant qu'elles

sont correctes. Prenons l'exemple des lacs d'Al, situés au sud-est du lac de Sevan, dans la chaîne de montagnes de Vardenis. Ces deux lacs représentent une importante réserve d'eau pour l'Arménie, et notamment pour le lac Sevan. En 1929, les communes frontalières des deux pays ont discuté d'un problème : les tribus kurdes de l'Ouest de l'Azerbaïdjan n'avaient pas assez de pâturages pour leur bétail. Comme les Arméniens en avaient, les Azéris leur ont demandé de laisser les Kurdes se servir de ces pâturages, et les Arméniens ont laissé faire. Par la suite, les Arméniens ont découvert que cette région était passée aux mains des Azéris. En novembre, ils ont protesté

en envoyant une lettre officielle aux autorités en demandant que la population locale soit consultée. En janvier 1920, le Comité central leur a répondu que les frontières avaient été redessinées et que le problème était clos. Jusqu'à présent, ce tracé constitue la frontière officielle de la République d'Arménie. Il faut se poser la question suivante : cette frontière est-elle bien réelle, sachant qu'elle n'a pas été déterminée par voie légale ?

Dans les années 1920, une province autonome du Kurdistan



(1) Carte de l'Arménie et de l'Artsakh dans la « Grande Encyclopédie soviétique » de 1926

rouge devait être créée dans l'ouest de l'Azerbaïdjan, sur un territoire comprenant la région de Karvadjar et de Latchine. C'est pour la création de cette région que des territoires ont été pris à l'Arménie, et notamment près de 100 kilomètres carrés à Chournoukh. Finalement, la province du Kurdistan rouge fut dissoute, mais les territoires pris à l'Arménie sont restés sous contrôle de l'Azerbaïdjan. Mais ce n'est pas la faute des Azéris : comme tous les peuples, ils veulent agrandir leur territoire. La faute est de notre

côté. Comment le gouvernement de notre République soviétique a-t-il pu accorder aussi peu d'attention à ce problème, alors que nos territoires ont été cédés à un autre pays ? Et aujourd'hui, ce problème est en train d'empirer et de se transformer en problème politique.

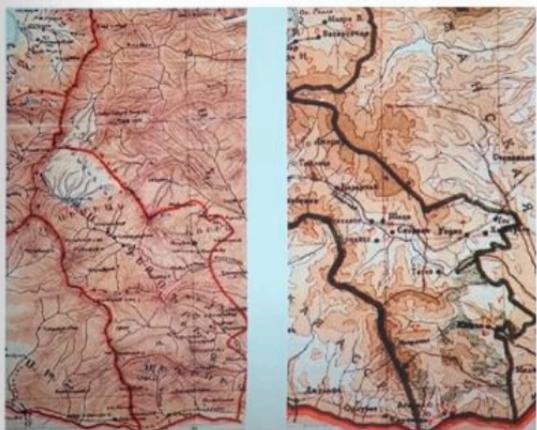
Dans les années 1920, la frontière de l'Azerbaïdjan dans la région de Kapan était située à environ dix kilomètres de l'Arménie. Suite à la création du Kurdistan rouge, les Azéris ont tracé une ligne de chemin de fer parallèlement à la frontière jusqu'à la ville de Kapan et ont décrété que toute cette zone leur appartenait. Et aujourd'hui, selon les cartes soviétiques, une partie de l'aéroport de Kapan fait partie de l'Azerbaïdjan. Je dispose de deux cartes (3) qui montrent comment les autorités soviétiques considéraient le problème. Sur la carte de droite, parue dans l'Atlas de l'Union soviétique de 1961, on voit que la route du Sud passe à l'intérieur des frontières de l'Arménie, et pas en Azerbaïdjan. Mais cette carte ne correspondait pas à la réalité, elle était fautive. Les autorités ont déformé la réalité pour éviter que le peuple ne proteste. La carte de gauche est une carte hongroise qui montre qu'à trois endroits, la route « coupe » le territoire de l'Azerbaïdjan et que le village de Chournoukh était divisé entre les deux républiques. Jusqu'en 1928, ce territoire faisait partie de la République soviétique d'Arménie. Comment est-il passé à l'Azerbaïdjan ? La

réponse à cette question se trouve dans les archives. Pour être en mesure de mener des négociations, nous devons trouver des preuves et des informations sur ces trois régions : les lacs d'Al, Chournoukh et Kapan. Leur taille n'est pas négligeable. Ils ont été accaparés de manière illégale, par le biais de directives venues d'en haut que personne n'a osé contredire, pas même nos hommes politiques qui ont préféré se taire.

A. L. - Des soldats de la paix russes vont être postés dans le village de Chournoukh afin de surveiller la route du Sud. Selon vous, est-ce une solution pour calmer l'incertitude qui règne dans la région ?

R. G. - Je ne pense pas, car cela va engendrer toutes sortes de problèmes à l'avenir. Comment une route nationale peut-elle être partagée entre deux Etats ? Il faut que

nous parvenions à négocier pour que cette route fasse entièrement partie de l'Arménie, car c'est la seule route qui relie le Sud au reste du pays. De nombreux autres territoires se trouvent aujourd'hui dans cette configuration, comme le vil-



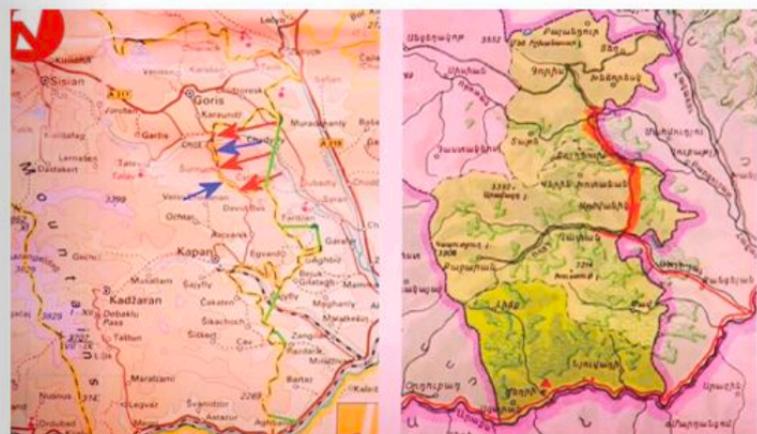
(2) Cartes du Sunik en 1928 (à g.) et en 1938 (à dr.)

lage de Vorotan. Au cours des vingt dernières années, comme le Haut-Karabagh était considéré comme un pays ami, des villageois se sont établis à l'est de Kapan et ont acheté des champs. Et à présent, ils se plaignent que leurs terres

aujourd'hui, des frontières doivent être tracées entre deux pays ennemis. Il est essentiel que les frontières soient déterminées point par point. Et pour ce faire, nous avons besoin de documents prouvant que certains territoires ont été accaparés illégalement par l'Azerbaïdjan, afin de récupérer les territoires que nous avons perdus.

A. L. - Quelles sont les territoires qui font l'objet de désaccords au Haut-Karabagh ?

R. G. - Principalement la ville de Berdzor (Latchine), car elle se trouve à la jonction entre l'Arménie et le Haut-Karabagh. Aujourd'hui, si l'on regarde les frontières de l'Azerbaïdjan, Berdzor se trouve à près de dix kilomètres à l'intérieur des terres. Et l'Azerbaïdjan a manifestement l'intention d'isoler le Haut-Karabagh de l'Arménie.



(3) Carte hongroise du Sunik (à g.) et carte du Sunik dans l'Atlas de l'Union soviétique de 1961 (à dr.)

soient passées sous le contrôle de l'Azerbaïdjan. Mais officiellement, ces territoires faisaient bel et bien partie de l'Azerbaïdjan. Le Haut-Karabagh était un pays ami, mais cela ne voulait pas dire pour autant que c'était notre pays. Sur le plan étatique, c'est par les négociations qu'il fallait se les approprier, et pas simplement en s'y installant.

A. L. - Pourquoi la question des frontières ne s'est pas posée plus tôt ?

R. G. - La réponse est très simple. À l'époque soviétique, de 1920 à 1991 il n'y avait pas de frontières entre les républiques soviétiques. A partir de 1994, cette région est passée sous le contrôle de la République du Haut-Karabagh. Comme c'était de nouveau une république « sœur », nous n'avons pas jugé nécessaire de définir les frontières. Le même problème s'est donc reproduit. Mais

A. L. - Après la signature de l'accord tripartite en novembre dernier, est-il encore possible de récupérer ces territoires par le biais des négociations ?

R. G. - Je pense qu'il sera possible de récupérer ces territoires dans le cadre d'un échange de territoires, si nous sommes prêts à donner d'autres territoires à l'Azerbaïdjan. Lors des négociations dans le cadre du groupe de Minsk, l'Azerbaïdjan revendiquait le Haut-Karabagh comme appartenant tout entier à l'Azerbaïdjan et l'Arménie campait sur sa position de ne céder aucun territoire. On ne peut pas appeler ça des négociations. Négocier signifie donner quelque chose pour recevoir quelque chose d'autre en échange. Ce n'est pas juste donner son avis, attendre que le temps passe et laisser à d'autres Etats la responsabilité de régler le problème. Si au cours des 25 dernières années nous

avons voulu trouver une solution à ce problème, il aurait été beaucoup plus simple de le faire en 1996 que maintenant.

A. L. - Selon vous, quels sont les territoires que nous pourrions donner à l'Azerbaïdjan en échange de ces trois territoires contestés ?

R. G. - Je ne peux pas donner de réponse concrète, mais je suis sûr qu'il y a des territoires qu'il est possible d'échanger. Comme le démontre notre histoire, nous avons perdu la majeure partie de nos territoires sans prendre de mesure concrète pour les conserver. Les gens disent : « *Qu'est-ce qu'on a fait pour que le territoire de Tigran le Grand ait autant rétréci ?* » Moi, je leur répondrais : « *Qu'est-ce que nous n'avons pas fait ?* » Nous devons nous mettre au travail plus

tôt. Et si nous ne menons pas ces négociations aujourd'hui, ce sera encore plus difficile à l'avenir.

A. L. - Pensez-vous que les autorités actuelles soient en mesure de mener ces négociations ?

R. G. - Ce n'est pas une question d'autorités, mais une question de personnes. Pour ce travail, nous avons besoin de spécialistes. Je sais que le ministère des Affaires étrangères a mis en place un comité qui se charge de ces questions. Par exemple, nous disposons déjà d'un tel comité pour la question des frontières avec la Géorgie. La Géorgie n'est pas un pays hostile, et pourtant cela fait trente ans que le groupe planche sur la question, et le travail n'est toujours pas terminé. Alors imaginez combien de temps cela va prendre avec un pays ennemi ! ■

Nor Haratch du 14 janvier 2021